

CONTRASTO



Gerhard Haderer

Lettre au Père Noël

Cher Père Noël !

Je suis sûre que vous vous attendiez à recevoir une lettre de ContrAtom vous demandant de ne pas l'oublier dans votre tournée de fin d'année! Même que si vous ne l'aviez pas reçue cette lettre, vous vous seriez posé des tas de questions: «Tiens, que devient ContrAtom? A-t-elle soudain fait fortune? A-t-elle été privatisée et rachetée par le grand capital? Existe-t-elle encore?» Eh bien oui, ContrAtom est toujours là, pauvre comme Job, mais toujours debout!

Alors, cher Père Noël, si vous pensez utile que notre association continue de vivre et notre journal de paraître, n'oubliez pas les petits souliers que ContrAtom a déposés devant la cheminée! Et tiens, il me vient une idée : si vous suggérez à ceux qui vous demandent des idées cadeaux d'offrir un abonnement au journal de ContrAtom? Ce serait drôlement chouette! La lutte antinucléaire y gagnerait en efficacité, car plus nous serons nombreux, plus nous serons forts dans notre lutte!

Merci Père Noël et bonne tournée !

Rassemblement international

les 15 et 16 avril 2006

à Cherbourg (Manche) contre la construction à Flamanville en Normandie d'un réacteur nucléaire EPR et pour les alternatives énergétiques.

Ce rassemblement sera également l'occasion de commémorer les 20 ans de la catastrophe de Tchernobyl.

Une grande manifestation est prévue le samedi 15 avril à 14 heures.

Plusieurs forums auront lieu durant ce week-end de Pâques: sur l'EPR, sur les suites de Tcherboby1, sur tout ce que les antinucléaires rêveraient de faire avec trois milliards d'euros (le coût d'un EPR). Une troupe théâtrale se produira, des orchestres joueront dans les rues...

CONTRATOM
CP 65
CH - 1211 Genève 8
Tél.: 022 740 46 12

www.contratom.ch
info@contratom.ch

Ont participé à la réalisation de ce numéro:
Fabienne GAUTIER
Philippe GOBET
Anne-Cécile REIMANN
Pierre VANEK

Tirage 1600 exemplaires
Imprimerie du Lion
Cotisation annuelle (comprenant l'abonnement au journal):
40.-F

Abonnement au journal uniquement: 30.- F
Soutien: 60.- F
ou plus....

Le CCP de ContrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité et **mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent.**

CCP 12-13446-0

sommaire du n° 80

Editorial	3
Privatisation d'EDF	4-5
Laboratoire CRIIRAD-Bandazhevsky au Belarus	5
Des atomes pour la paix	6-7
Faut-il promouvoir le nucléaire pour lutter contre l'effet de serre?	8-9
Nucléaire en Allemagne: pas de grand bond en arrière	9
Youpi! Des déchets radioactifs dans notre jardin!	10-11
CERN: ContrAtom se renseigne	11
Contamination radioactive des aliments	12

N'hésitez pas à appeler notre secrétariat pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

Découvrez et faites découvrir la revue

Abonnement-découverte: 25.- FS
les 6 premiers numéros.

Abonnement normal: 60.- FS
les 12 numéros.

Il vous suffit d'envoyer vos coordonnées à:

ContrAtom - Case postale 65 - 1211 Genève 8

en demandant soit un bulletin de versement pour l'abonnement soit un numéro d'essai ou en versant le montant de l'abonnement au CCP 17-497696-4



S!lence
Ecologie • Alternatives • Non-violence



Chères, chers ContrAtomistes,

Vous avez été sans doute aussi stupéfaits que nous d'apprendre que le prix Nobel de la paix venait d'être attribué à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et à son directeur le Docteur Mohamed ElBaradei. Si ce dernier a bel et bien fait preuve de courage en contredisant fermement les affirmations de G.W. Bush qui soutenait que l'Irak détenait l'arme nucléaire, raison pour laquelle il fallait envahir ce pays, nous ne pouvons par ailleurs que nous interroger sur le bien-fondé de ce choix ! En effet lorsque l'on sait que **la mission première de l'AIEA est de promouvoir l'énergie nucléaire dans le monde et d'accélérer son développement**, on est en droit de se demander s'il s'agit vraiment là d'un bienfait pour l'humanité ! Certes, la mission de l'AIEA consiste aussi à contrôler la non prolifération de l'arme atomique et c'est bien là que réside la contradiction car le nucléaire militaire n'existerait pas sans le nucléaire civil : les deux filières sont intimement liées !

D'autre part, dans son souci de préserver, autant que possible, une relativement bonne image du nucléaire civil, l'AIEA pratique, depuis près de 20 ans, une désinformation intense concernant les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl. Preuve en a été faite encore tout récemment avec le scandaleux rapport publié en septembre dernier qui minimise outrageusement les suites de la catastrophe ! Et que dire de l'accord passé en 1959 entre l'AIEA et l'OMS qui donne le droit à l'AIEA de sélectionner les rapports des scientifiques et des médecins sur les effets des radiations nucléaires ? Certains rapports de l'OMS, trop alarmistes au goût de l'AIEA, ne sont ainsi carrément pas publiés ! Le prix Nobel à l'AIEA, de qui se moque-t-on ? (Lire l'article pages 6 et 7)

Stupéfaction encore à la lecture de l'article de la *Tribune de Genève*, en octobre dernier, laissant entendre que les habitants de la région de Benken dans le Weinland zurichois accepteraient de gaîté de cœur un dépôt de déchets radioactifs dans leur jardin ... par sens civique ! Les bras m'en tombent. (Lire en page 10-11)

Indignation en apprenant que la contribution écrite du Réseau français « Sortir du nucléaire » est censurée lors du débat public qui a lieu en ce moment en France sur la construction du nouveau réacteur nucléaire EPR qui doit voir le jour à Flamanville, dans le département de la Manche. Cette contribution qui fait référence à un document confidentiel, secret défense oblige, dont le Réseau détient une copie, reconnaît que **l'EPR est vulnérable en cas de crash suicide opéré avec un avion de ligne**, contrairement aux affirmations des constructeurs. De plus, la décision de construire le réacteur EPR a clairement été prise **avant** le débat public. Même scénario en ce qui concerne les déchets nucléaires : des décisions majeures ont été prises avant que le débat organisé sur ce thème ait eu lieu. On décide d'abord, ensuite on fait croire aux citoyens qu'on se soucie de leur avis en organisant un débat dont les résultats n'infléchissent en rien ces décisions ! **Là où le nucléaire passe, la démocratie trépassé**, c'est bien connu !

Tout de même quelques bonnes nouvelles pour éclairer un peu le tableau :

L'Allemagne ne reviendra pas sur sa décision de sortir du nucléaire, c'est Angela Merkel qui l'a déclaré dans son discours d'investiture.

Le projet de laboratoire de la CRIIRAD au Belarus prend forme, le Professeur Youri Bandazhevsky et le Docteur Galina Bandazhevskaya ont signé leurs contrats de travail.

La pétition pour des aliments non contaminés, lancée en janvier dernier par la CRIIRAD, a récolté plus de 100'000 signatures et le projet de révision du Codex alimentarius, dont nous vous parlions dans notre numéro 77 d'avril 2005, doit être repris à zéro. C'est une victoire de la résistance à la folie des nucléocrates ! (Lire en dernière page)

Nous autres ContrAtomistes, sommes toujours debout, prêts et déterminés à poursuivre la lutte qui finira bien par aboutir à l'abandon du nucléaire, quelles que soient les embûches ! Pas vrai ?

Vive la résistance antinucléaire !

Vive la vie !

Anne-Cécile

Privatisation d'EDF: relance du nucléaire et risques accrus

Le 24 octobre, le gouvernement français annonçait l'ouverture du capital d'EDF à hauteur de 15%. L'entrée en bourse a eu lieu un mois après, avec une propagande massive visant à vendre aux Français... une entreprise qui leur appartenait déjà... théoriquement du moins. Car en effet, EDF échappe depuis longtemps à un réel contrôle démocratique.

Ainsi, le mouvement de refus du bradage d'EDF, pose la question d'une réappropriation publique démocratique de l'entreprise, d'une «renationalisation» citoyenne. Ce combat en France sera important pour notre campagne contre la loi qui veut libéraliser-privatiser le secteur électrique suisse en lui fixant des buts de compétitivité marchande, plutôt que des buts écologiques et sociaux.

Pour les antinucléaires, la bataille contre la privatisation est essentielle. Le réseau français «Sortir du nucléaire» l'a vu. Le 27 octobre, s'adressant aux opposants, il expliquait que...

C'est pour payer de nouveaux réacteurs nucléaires qu'EDF ouvre son capital

«Certes, dans un premier temps, EDF et gouvernement ont pris soin d'annoncer des investissements dans des secteurs moins sensibles. Mais, pour financer la construction des nouveaux réacteurs annoncés, la privatisation d'EDF ne s'arrêtera pas à 15% ni à 30%. Aussi, la meilleure façon de faire échouer celle-ci est de rejeter le nucléaire, négation du service public et de l'éthique citoyenne:

- décisions prises sans consultation ni consentement de la population
- construction des centrales à renfort de CRS et de lacrymogènes
- centralisation et vulnérabilité de la production, contrairement à une production décentralisée, proche des usagers-ères
- mainmise des centrales sur la vie locale par les taxes professionnelles et les subventions
- salarié-e-s (surtout intérimaires) irradiés lors des opérations de maintenance
- cinq fois moins d'emplois dans le nucléaire que dans les renouvelables pour un même investissement
- surconsommation organisée (chauffages et climatiseurs en particulier)



pour «justifier» la surproduction nucléaire

- investissements colossaux au détriment des énergies renouvelables
- néocolonialisme pour accaparer l'uranium dans les pays du Sud (cf. Niger)
- rejets radioactifs et chimiques dans l'air et l'eau
- factures incalculables du démantèlement des centrales et déchets nucléaires légués aux générations futures
- en cas d'accident: contamination de millions de gens et évacuation de régions entières pour des siècles
- mensonge permanent, comme pour le nuage de Tchernobyl...»

«Sortir du nucléaire» appelait à lutter et contre l'ouverture du capital d'EDF et contre de nouveaux réacteurs, en réfutant les arguments des tenants de l'atome:

- **indépendance énergétique:** 100% de l'uranium est importé (en particulier du Niger où les populations sont exploitées et spoliées)

- **rentabilité financière:** contrairement à l'idée répandue, EDF a toujours perdu et perd de l'argent avec les centrales nucléaires (99 millions d'euros en 2004). Ce sont le transport et la distribution d'électricité qui sont très rentables: 1002 millions d'euros en 2004!

- **lutte contre le réchauffement climatique:** malgré 58 réacteurs atomiques, la France a été frappée par la canicule 2003, la sécheresse 2005.... Le nucléaire, part infime (6%) et déclinante (moins de 5% en 2030) de l'énergie mondiale, ne peut empêcher le réchauffement du climat. Seules solutions: efficacité énergétique, économies d'énergie, énergies renouvelables.

Le 17 novembre «Sortir du nucléaire», tirait le bilan de l'entrée en bourse d'EDF: «des millions de particuliers ont été abusés, entraînés par une puissante campagne publicitaire, et ont acquis des actions EDF sans en connaître les risques réels. Il est symptomatique de constater que les investisseurs institutionnels, mieux avertis que les particuliers, ne se sont pas précipités, loin de là, pour prendre des participations dans EDF.»

Et de relever que: «diverses données, s'ajoutant au déficit colossal déjà accumulé par EDF - au moins 40 milliards d'euros, sûrement plus - permettent de douter de l'avenir radieux d'EDF en bourse.» En citant comme éléments principaux:

- **Le puits sans fond constitué par le démantèlement et la gestion des déchets radioactifs,** mis en lumière par un rapport de la Cour des comptes en janvier dernier.

- **Le fait que les centrales nucléaires sont déficitaires** (v. ci-dessus) et qu'à court terme, EDF perdra ces activités au profit d'autres structures (en particulier RTE pour le transport).

(suite page 5)

Le laboratoire CRIIRAD - Bandazhevsky est prêt à voir le jour

- **Les centrales nucléaires vieillissent mal.** Il faut changer plus tôt que prévu les couvercles de cuve, les générateurs de vapeur. Les enceintes de confinement sont de plus en plus poreuses etc.
- **Le dérèglement climatique.** Les 58 réacteurs français ne s'attaquent pas au dérèglement climatique. C'est l'inverse: tempête 1999 (inondation de la centrale du Blayais qui a frôlé la catastrophe), canicule 2003 (centrales arrêtées, importations massives d'électricité). Le réchauffement climatique s'aggravant mettra de plus en plus en échec les centrales nucléaires.

Risques collectifs, profits privés

Pour conclure « Sortir du nucléaire » appelle les citoyens à la vigilance contre l'un des effets de la privatisation: pour son avenir en bourse et les profits de ses actionnaires, EDF va tenter de se débarrasser sur l'Etat de ses responsabilités en matière de démantèlement d'installations nucléaires et de gestion des déchets. Le tour de passe-passe, déjà mis en œuvre pour le site de Marcoule, consiste pour EDF à verser une modeste «soulte libératoire» au «profit» du CEA*, c'est-à-dire de l'Etat, donc des citoyens, qui se retrouvent responsables en la matière!

Un autre risque évident de l'entrée en bourse d'EDF vient d'être mis en lumière au moment où nous bouclons ce numéro: le 8 décembre, EDF annonçait la suppression jusqu'en 2007 de plus de six mille emplois. Premier effet de ce sacrifice sur l'autel de la «rentabilité» au bénéfice des actionnaires, le titre EDF a, pour la première fois depuis sa mise en bourse, dépassé le seuil des 32 euros d'origine! Mais cette logique signifie une explosion de l'externalisation et de la sous-traitance, notamment dans le domaine nucléaire où ils constituent déjà une plaie que nous avons souvent dénoncée. Effets prévisibles en matière de sécurité des centrales: une dégradation dangereuse et qui pourrait se révéler catastrophique.

Pierre Vanek

* CEA: Commissariat français à l'énergie atomique

Le projet de laboratoire de recherche biomédicale CRIIRAD-Bandazhevsky au Belarus prend forme. Actuellement, l'ensemble des documents administratifs requis par la législation de la République du Belarus et par les conventions internationales a été déposé auprès des autorités compétentes du Belarus et les époux Bandazhevsky ont signé leurs contrats de travail avec la CRIIRAD⁽¹⁾. Tous deux sont désormais des salariés de la CRIIRAD, en accord avec la législation du Belarus.

Le Professeur Bandazhevsky a déclaré que le jour de la signature de son contrat était un grand jour pour lui, car enfin, après six années de tourments, il symbolisait le retour à la maîtrise de sa propre destinée et au respect de sa vie privée.

Les bases de la création d'un laboratoire voué à poursuivre les travaux sur les effets des incorporations chroniques de radioéléments sont ainsi posées et ceci est essentiel pour notre avenir à tous. Si nous voulons connaître un jour le véritable impact de la catastrophe de Tchernobyl, nous devons disposer de sources d'information fiables, en particulier dans les pays les plus touchés. **Il faut que des recherches puissent être conduites par des scientifiques indépendants des industriels.** Ce n'est pas le cas aujourd'hui, les bilans de la catastrophe de Tchernobyl qui nous parviennent passent par le filtre des grandes organisations pro nucléaires. Comment s'opposer au poids des chiffres et des études si l'on n'a rien de concret à présenter en face?

C'est à partir de cette même interrogation qu'en 1986, en France, de simples citoyens ont ressenti la nécessité de disposer d'un laboratoire spécialisé dans les mesures de radioactivité



Les époux Bandazhevsky

pour faire face à la minoration systématique des chiffres et au refus de protéger la population française et ont créé la CRIIRAD.

L'Institut médical de Gomel, fondé au début des années 90 par le Professeur Youri Bandazhevsky, avait comme programme de travail d'établir des corrélations entre les pathologies observées parmi la population et les contaminations internes en radioéléments, de définir des stratégies permettant d'améliorer l'état de santé des populations et de former des médecins spécialisés dans ces problèmes pour combler le déficit de spécialistes face au désastre de Tchernobyl.

Il est bien entendu impossible au laboratoire CRIIRAD - Bandazhevsky de reprendre *in extenso* le programme de travail qui était suivi par l'Institut de Gomel. Le travail du laboratoire se focalisera sur la recherche fondamentale. Les objectifs principaux seront d'établir plus précisément les corrélations existant entre la contamination interne par les radioéléments et les pathologies observées. (Source : CRIIRAD)

(1) CRIIRAD : Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité
www.criirad.org - contact@criirad.org

Pour participer à ce projet, envoyez vos dons par chèque, à l'ordre de la CRIIRAD, en y inscrivant au dos la mention « laboratoire Bandazhevsky » à l'adresse suivante : CRIIRAD 471, avenue Victor Hugo 26000 VALENCE - France. Ou verser la somme désirée à ContrAtom avec la mention Laboratoire Bandazhevsky.

Des atomes pour la paix

La récente attribution du prix Nobel de la paix à l'Agence internationale de l'énergie atomique nous paraît scandaleuse mais, tout compte fait, ne répond-elle pas à une certaine logique, connaissant le lourd passé de feu Alfred Nobel ainsi que les contradictions de notre civilisation nucléaire qui a créé le concept d'«atomes pour la paix» après avoir détruit Hiroshima et Nagasaki?

Un héritage explosif

Alfred Nobel est mort à San Remo, dans les bras d'un domestique. Ayant passé sa vie à améliorer la qualité et les capacités des explosifs, il est mort forcément très riche. Au grand dam de ses héritiers, Alfred légua son immense fortune à la création d'une fondation portant son nom et chargée de récompenser des écrivains, des «défenseurs de la paix» et surtout des artisans du progrès scientifique. Il est vrai que les revenus du capital de ses 355 brevets exploités dans ses 80 usines réparties dans 20 pays, produisant toutes sortes d'explosifs, permirent largement de soutenir «les hommes de bonne volonté oeuvrant pour faire progresser l'humanité» dixit Alfred.



S. Yamaguchi, victime de Nagasaki, autre candidat au Nobel

Cette année, les vénérables représentants du comité Nobel hésitèrent. En effet, parmi les candidats potentiels se trouvait Nihon Hidankyo, une organisation japonaise représentant les survivants des bombardements atomiques de 1945, et son chef de file, Senji Yamaguchi, grièvement brûlé à 14 ans par la bombe larguée sur Nagasaki. Mais voilà, décerner un prix Nobel aux victimes des bombes américaines lâchées sur des populations civiles depuis des avions de l'US AIR FORCE et qui firent plus de 400'000 victimes, cela ne fait pas très diplomatique. Et de surcroît, cela aurait eu l'inconvénient de donner une tribune internationale aux

premières victimes de l'âge atomique et d'écouter ce qu'elles ont à dire soixante ans exactement après l'anéantissement de Hiroshima et Nagasaki. Ainsi, les membres du comité de l'inventeur de la dynamite écartèrent l'idée de remettre le prix aux représentants des victimes pour finalement le remettre solennellement aux représentants... des bourreaux.

L'AIEA reçut donc le prix Nobel de la paix, 48 ans après sa création.

L'industrie au service de l'armée

En décembre 1953, devant les Nations-Unies, le président américain Eisenhower prononça un discours fleuve au titre évocateur: «Des atomes pour la paix». Ce jour-là, Eisenhower annonça un programme de développement gigantesque faisant usage du nucléaire «pour produire à des coûts insignifiants, l'énergie devant apporter la prospérité aux pays pauvres du monde».

Derrière ces phrases se dissimulait l'intention évidente que pour doter l'arsenal américain de bombes thermonucléaires, il fallait que toute l'Amérique soit transformée en entreprise pour l'extraction, la production, l'enrichissement et le retraitement d'uranium. Pour cela, il était indispensable d'obtenir le concours des universités pour enseigner la physique et la technologie nucléaire, mais aussi l'aval du public pour tolérer les déchets et les transports. **Il fallait impérativement mettre en place une couverture industrielle que tous approuveraient et soutiendraient, même parmi ceux qui contesteraient la bombe.**

Plus ou moins en même temps, en France, se pointait à l'horizon, le programme de nucléarisation de la société qui devait permettre à l'Etat d'accéder au rang des «grandes puissances». Outre l'accès à la bombe, la libération de l'énergie apparaissait comme une condition de l'accession au «progrès». La force de travail ainsi transmuée en énergie électrique devait effectivement engendrer une véritable révolution dans la production, les transports et les communications. Dès lors, dans les pays «développés», science, politique, économie, industrie et armée seront étroi-

tement imbriquées et impliquées dans le développement de la «société nucléaire».

L'AIEA contrôle l'information

Si l'entrée dans «l'âge atomique» démontra que les pays possédant la technologie de maîtrise de l'atome s'assuraient la supériorité et le partage du monde, la société nucléaire démontra également qu'elle n'avait d'autre alternative que de devenir en même temps la société du contrôle, du mensonge et de l'opacité.

Ainsi, en 1957, fut décidée la création de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique qui, sous l'égide du conseil de sécurité de l'ONU, devint le principal pilier du lobby nucléaire mondial. Si ces derniers jours, la presse et les médias en général ont mis l'accent sur le rôle de l'agence dans le cadre de la guerre en Irak, ils ont bien entendu omis de préciser que l'objectif statutaire principal de l'AIEA est «d'accélérer et d'accroître la contribution de l'énergie atomique pour la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier». (Inutile de revenir ici précisément sur le fait largement démontré depuis des lustres qu'il n'y a aucune frontière entre le nucléaire civil et militaire). L'agence est donc chargée de promouvoir mais aussi de contrôler, et pas seulement les risques de proliférations, mais surtout d'avoir la mainmise sur toutes informations qui risqueraient de mettre en péril ce à quoi elle est destinée: la promotion de l'atome au niveau mondial. **L'enjeu est de taille, car conscients de l'ampleur des désastres potentiels inhérents à l'atome et ses menaces pour la santé des populations et pour l'environnement, les pays industrialisés devaient faire oublier les victimes d'Hiroshima et Nagasaki et préparer l'opinion publique à accepter les risques effroyables associés au développement des techniques nucléaires.**

L'OMS sous le joug de l'AIEA

Le coup de maître de l'agence fut sans aucun doute la prise de contrôle de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) pour tout ce qui concerne le nucléaire.

(suite page 7)

Le 28 mai 1959, un accord fut conclu entre l'AIEA et l'OMS dans lequel les deux parties reconnaissent «*Qu'il appartient à l'AIEA d'encourager, d'aider et de coordonner dans le monde entier les recherches ainsi que le développement et l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques (...), sans que cela ne porte préjudice aux droits de l'OMS de se consacrer à la promotion, au développement et à l'assistance ainsi qu'à la coordination du travail réalisé à l'échelle internationale en matière de santé, et à la recherche sur tous ses aspects*». Le point 3 de l'article 1 de l'accord stipule: «*chaque fois qu'une des deux parties se propose d'entreprendre un programme ou une activité dans un domaine qui représente ou peut représenter un intérêt majeur pour l'autre partie, la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un accord commun*». Et ceci se précise avec l'article 3 qui préconise entre autres que: «*des arrangements doivent être nécessaires pour sauvegarder le caractère confidentiel de certains documents*».

Silence complice

De fait, les intérêts de l'AIEA devenaient supérieurs et invalidaient la mise en place d'études pouvant leur nuire. **L'OMS devenait dès lors simultanément, un organisme de promotion de la santé publique et d'une activité industrielle à haut risque pour la santé sans que cela ne perturbe qui que ce soit.** L'AIEA considérant depuis la signature de cet accord qu'elle est seule responsable pour la distribution des informations en ce qui concerne l'effet des radiations sur la santé publique, tandis que l'OMS peut apporter sa contribution en matière de soins médicaux et d'assistance publique sanitaire. Dès 1959, un des nombreux rapports publiés par l'OMS stipulait: «*La solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude...* »

Rien d'étonnant donc que l'OMS ait protégé le délire des élites atomistes.

Aujourd'hui, on estime qu'entre 1946 et 1962, époques des essais nucléaires aériens des USA et de l'URSS, à peu près 150 millions d'Américains et autant de Soviétiques ont été contaminés par l'équivalent de 10'000 bombes d'Hiroshima, soit 300 millions de personnes. Aucune étude réelle sur l'impact des 6

milliards de tonnes de résidus miniers radioactifs (50 millions pour la France), dont on ne sait pas quoi faire, n'a vu le jour. Et encore moins, sur les millions de tonnes que représenteront le démantèlement des centrales actuelles. Quant à l'impact des différents incidents survenus depuis 50 ans, silence radio. L'incident le plus grave, survenu en 1957 dans l'Oural à Tcheliabinsk, bien plus redoutable que celui de Tchernobyl fut dissimulé au monde pendant 40 ans. A propos de Tchernobyl, l'AIEA a longtemps limité à 31 morts le nombre des victimes, chiffre que l'on retrouve encore aujourd'hui dans les manuels scolaires. Un rapport récent, issu du forum Tchernobyl regroupant l'AIEA et diverses agences de l'ONU prétend faire un bilan de «*l'ampleur réelle*» de la catas-

reçoivent les gens qui vivent dans certaines parties du monde où le fond naturel de rayonnement est élevé.

Et au cas où cela ne suffirait pas, le rapport de l'ONU précise que les maladies provoquées par les radiations sont virtuelles: «*L'impact de Tchernobyl sur la santé mentale est le plus grand problème de santé publique que l'accident ait provoqué à ce jour. (...) Les personnes concernées ont une perception négative de leur état de santé, convaincues que leur espérance de vie a été abrégée. Cela a suscité chez elles des réactions totalement irresponsables se manifestant par l'abus d'alcool et de tabac et par le vagabondage sexuel non protégé*». Circulez, il n'y a rien à voir.



L'AIEA minimise systématiquement les conséquences de Tchernobyl

trophe: «*50 membres des équipes d'interventions décédés d'irradiations aiguës, 9 enfants morts d'un cancer de la thyroïde et 3940 décès en tout dus à un cancer radio induit*».

L'AIEA et l'OMS ont volontairement minimisé l'impact de la catastrophe en limitant par exemple le nombre de liquidateurs qui passe par miracle de 600'000 à 200'000, de même les habitants des zones les plus contaminées sont réduits de huit millions de personnes à ... 270'000 habitants.

Tout va bien à Tchernobyl

De plus, les deux agences considèrent que la radiation ambiante dans la région est normale. «*La plupart des travailleurs chargés d'assurer le retour à la normale et ceux qui vivent dans les zones contaminées ont reçu des doses d'irradiation relativement faibles, comparables aux niveaux du fond naturel de rayonnement et inférieures aux doses moyennes que*

Ainsi, les experts de l'AIEA et de l'OMS qui en 1986-1987 ont opté pour la non évacuation de zones contaminées près de Tchernobyl, condamnant des centaines de milliers de personnes, rédigent aujourd'hui les rapports entérinant leurs attitudes. Il est vrai que l'AIEA a obtenu il y a bien longtemps que ses fonctionnaires et experts puissent accomplir leur besogne en toute quiétude, ils bénéficient en effet d'une immunité juridique totale, aussi bien pendant l'exercice de leur mandat qu'après la fin de celui-ci.

Une institution qui joue si bien son rôle mérite bien un prix Nobel de la paix.

Denis Brutsaert

Cet article a paru dans «*L'Ire des Chênaies*» d'octobre 2005. Il s'agit du journal d'information de Radio Zinzine, la radio libre de la coopérative Longo Maï qui émet dans le département des Alpes de Haute Provence. Si vous n'habitez pas dans la région, vous pouvez quand même écouter cette excellente radio grâce à Internet : <http://radio.zinzine.free.fr>.

Faut-il promouvoir le nucléaire pour lutter contre l'effet de serre ?

Il faut d'abord étudier la question, qui est fort intéressante, car sous une apparente logique elle est déjà insensée en elle-même. En effet c'est un fameux choix qu'on nous présente là! Oserait-on dire: développons la peste pour éviter le choléra?!

Peut-on se protéger des dangers du réchauffement climatique en utilisant un matériau dont on sait pertinemment qu'il a pollué, qu'il pollue encore et qu'il polluera toujours la planète pour des milliers d'années?! Peut-on guérir quoi que ce soit sur cette planète avec une industrie qui produit des tonnes de déchets toxiques pour des dizaines de milliers d'années, alors qu'aucune civilisation humaine n'a duré si longtemps?

Peut-on réellement croire que les centrales nucléaires pourront remplacer le pétrole, le mazout, le gaz ou que sais-je encore? On oublie que le nucléaire n'est au niveau mondial **qu'une petite partie** de la production d'électricité, **qui n'est elle-même qu'une petite partie** de la consommation d'énergie globale. Le nucléaire, même très développé comme actuellement, ne représente donc qu'une infime proportion de l'énergie consommée dans le monde!⁽¹⁾ Les «poids lourds» sont toujours le pétrole, le charbon, le bois, le gaz etc.

Ensuite, il n'est pas imaginable que d'autres pays fassent le même choix que la France (83% de nucléaire dans la production d'électricité) car d'une part les quantités d'uranium disponibles sont très limitées et d'autre part les coûts de production sont énormes (ils ont été assumés par l'Etat français). Ces coûts sont une véritable bombe à retardement pour le contribuable, étant donné que le prix du démantèlement des centrales (qui a d'ores et déjà débuté, que l'on soit pro ou anti) a été largement sous-évalué. Et de plus, même en imaginant, si c'était financièrement et humainement possible, que chaque nation construise des dizaines de centrales nucléaires, cela ne permettrait toujours pas de contribuer de manière significative à la diminution de la consommation de pétrole.

Encore plus «ennuyeux», le problème de l'énergie grise⁽²⁾ : une centrale est un monstre qui engloutit des quantités effroyables d'énergie lors de sa construction. Selon certaines études⁽³⁾, une



Bientôt des panneaux solaires pour alimenter les centrales nucléaires?

centrale nucléaire doit fonctionner 18 ans avant la production d'une calorie nette d'énergie! Cela signifie que, **pour récupérer l'équivalent de la quantité de carburants fossiles engloutie dans la préparation et la construction de la centrale et du minerai servant à l'alimenter, une usine nucléaire doit fonctionner pendant presque deux décennies.**

Le nucléaire, une énergie propre?

Or, cette énergie grise est, la plupart du temps, d'origine fossile. Par exemple, durant les années 1970, les Etats-Unis ont construit sept usines thermiques fonctionnant au charbon, de 1000 mégawatts chacune, dans le seul but d'enrichir leur uranium, et ce sont presque toujours des énergies fossiles qui sont utilisées à travers le monde pour extraire et enrichir l'uranium.

Mais là ne s'arrête pas l'utilisation des carburants fossiles dans le cycle de production d'électricité nucléaire, parce que le démantèlement des réacteurs, à la fin de leur durée de service de 30 à 40 ans, ainsi que le transport

et le stockage à très très long terme des déchets nucléaires exigeront encore des quantités plus énormes d'énergie.

Comme le dit très justement Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau français «Sortir du nucléaire», «les deux dangers, climatique et nucléaire, s'additionnent, ou plutôt se multiplient. Mais les humains ont un peu plus de prise sur l'industrie atomique que sur le climat. Pour ce qui est de la production de CO₂ mondiale, il serait beaucoup plus judicieux de la compenser par des limitations drastiques des transports routiers et aériens que par le maintien à tout prix

du nucléaire. Ajoutons que le CO₂ n'est pas le seul gaz à effet de serre, et que les «écologues» pronucléaires semblent pourtant bien moins pressés d'interdire la production des gaz à effet de serre impliqués dans la climatisation (y compris la clim des centrales nucléaires...). Rappelons que le CO₂ – qui n'était même pas considéré comme un «polluant» jusqu'à ces dernières années – masque aujourd'hui très opportunément pour les industriels tout un tas d'autres émissions de «saloperies» autrement plus dangereuses pour la santé publique, mais dont plus personne ne semble se soucier.»

Que dire de plus? Que nous ne voulons ni de la peste, ni du choléra ! Et
(suite page 9)

(1) Il y a actuellement 440 réacteurs nucléaires en fonctionnement dans le monde, ce qui représente à peine 5% de l'énergie consommée.

(2) L'énergie qui est nécessaire à la production d'un bien.

(3) Voir Helen Caldicott, «Nuclear industry isn't clean, it's dangerous», article paru d'abord dans le *Sydney Morning Herald* puis dans le *Boston Globe* le 9.3.2001.

www.mothersalert.org/caldicott.html

Nucléaire en Allemagne: pas de grand bond en arrière

Avec la défaite de la gauche, on pouvait s'attendre au pire et pourtant l'Allemagne ne renonce ni à sa lente sortie du nucléaire ni à sa politique de promotion des énergies renouvelables.

que l'espèce humaine ne peut espérer s'en sortir avec la politique du « toujours plus d'énergie gaspillée ». Il est urgent de se concentrer sur les vrais moyens: bâtiments bien conçus, appareils et moteurs économes en énergie, développement des transports publics, partage de véhicules (car-sharing), encouragement des déplacements à pied ou à vélo (ce qui permettra aussi de lutter contre le fléau meurtrier de l'obésité!) et, parallèlement, développement des énergies renouvelables. Il n'y aura pas de stabilisation de l'effet de serre sans remise en question de nos choix de société, voire de nos choix éthiques. Soyons francs : notre sacro-sainte liberté individuelle nous autorise-t-elle à sacrifier la survie et la liberté du plus grand nombre?

Philippe Gobet

«Le nucléaire n'est ni plus sûr, ni plus fiable, ni plus propre que les autres énergies»*

«A la vitesse d'utilisation actuelle, les réserves mondiales en minerai d'uranium de bonne qualité seront bientôt épuisées, peut-être au cours des dix ans à venir. Les centrales nucléaires du futur devront se replier sur le minerai de qualité inférieure, qui requiert une énorme quantité d'énergie classique pour son enrichissement. (...) A terme, et ce pourrait être assez rapide, l'industrie nucléaire émettrait autant d'oxyde de carbone pour extraire et traiter son minerai qu'elle n'en économise par son énergie «propre» due à la fission nucléaire.

A ce stade, selon un article de David Fleming qui écrit sur l'énergie dans le magazine Prospect, *la production d'énergie nucléaire tomberait dans le déficit énergétique. Il faudrait mettre plus d'énergie dans la récupération du minerai qu'on n'en produirait à partir de lui. La contribution du nucléaire aux besoins en énergie deviendrait négative. La soi-disant «fiabilité» de l'énergie nucléaire, qui enthousiasme tant ses partisans, reposerait alors sur l'utilisation grandissante de combustibles fossiles au lieu de les remplacer.»**

*M.Linklater, «Who says nuclear power is clean?», *The Times*, 23.11.05 (Extraits)

En 2000, le gouvernement allemand, constitué des socio-démocrates et des Verts, avait officiellement annoncé son intention d'en finir avec l'énergie nucléaire. Jürgen Trittin (Vert), ministre de l'environnement, de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire avait alors conclu un accord avec les compagnies productrices d'énergie en vue de l'arrêt progressif des 19 centrales nucléaires allemandes avant 2020. En optant ainsi pour un abandon progressif du nucléaire et en adoptant des mesures complémentaires à cette sortie, notamment une réforme fiscale écologique, l'Allemagne était rapidement devenue l'un des fers de lance du développement des énergies nouvelles en Europe.

Conséquences de cette politique volontariste :

- La doyenne des centrales nucléaires allemandes a été définitivement fermée après 37 années de fonctionnement. Il s'agit de la seconde centrale à être mise à l'arrêt dans le pays. Un troisième réacteur doit être arrêté en 2007.
- Durant la dernière décennie, la part des énergies propres dans la consommation d'électricité est passée de 3% à 10%. Ce pourcentage augmentant chaque année de 1,5%, les plus optimistes calculent qu'en gardant ce rythme, l'Allemagne aura, en 2050, 100% d'énergie électrique en provenance de sources renouvelables.
- Depuis plusieurs années, l'Allemagne est le seul pays du monde avec le Danemark à enregistrer une diminution de ses émissions de CO₂.

Mais, avec l'arrivée au pouvoir d'Angela Merkel en octobre dernier,



Le vent continuera à faire tourner les éoliennes allemandes

la politique énergétique allemande risquait pourtant d'amorcer un virage en épingle à cheveu. L'Union chrétienne-démocrate (CDU) ne promettait-elle pas dans son programme un prolongement de l'activité des centrales nucléaires et la fin des subventions «exorbitantes» dont bénéficient les éoliennes et les centrales solaires? Lors du duel télévisé préélectoral où elle affrontait Gerhard Schröder, Angela Merkel allait jusqu'à déclarer que «sans un prolongement de l'utilisation de l'énergie nucléaire, l'Allemagne ne pourra pas atteindre ses objectifs en matière de protection du climat». Un mensonge digne des lobbyistes pro nucléaires qui ne laissait rien augurer de bon de la part de la droite allemande. Pourtant, avec les difficultés que l'on sait, une nouvelle coalition est née en Allemagne et, avec elle, l'héritage de la politique mise en place par le gouvernement «rouge-vert» en matière d'énergie sera assuré, tout comme le caractère irréversible de la sortie du nucléaire. Les conservateurs ont en effet consenti, un mois après leur prise de majorité, à poursuivre le retrait du nucléaire.

Fabienne Gautier

Youpi ! Des déchets radioactifs dans notre jardin !

Nos médias prennent sans doute leurs désirs pour des réalités et n'hésitent en tous cas pas à nous livrer des informations trompeuses. Preuve en est un article publié par deux grands quotidiens romands affirmant que la majorité des habitants de la région de Benken ne s'opposeraient nullement au dépôt de déchets hautement radioactifs prévu dans leur sous-sol.

Dans la *Tribune de Genève* du 11 octobre dernier, l'article de Philippe Rodrik intitulé «Une poubelle atomique dans le jardin? Pourquoi pas!», nous a fortement interpellés. Dans cet article, on laissait entendre que les deux tiers des habitants de Benken, Trüllikon et Marthalen, les trois communes concernées par le projet de dépôt de déchets radioactifs, seraient prêts à accueillir de gaité de cœur de tels déchets dans leur sous-sol. Pour nous antinucléaires, une telle prise de position nous interroge au plus haut point. Comment dès lors organiser la résistance lorsque l'on sait – l'expérience passée l'ayant démontré – que seule une opposition farouche des populations concernées est à même de contrer ces projets mortifères!

Indispensable résistance civile

Rappelons-nous la lutte opiniâtre qu'ont menée à Genève les opposants à la construction d'une centrale nucléaire à Verbois! Grâce à leur combat exemplaire le projet fut abandonné! Ensuite, à Ollon, dans le canton de Vaud, les paysans du coin se sont battus becs et ongles contre le projet d'enfouissement de déchets radioactifs de la CEDRA (actuellement NAGRA, abréviation pour Société coopérative nationale pour le stockage géologique de déchets radioactifs). Cette dernière finit par déguerpir sans demander son reste pour se tourner ensuite vers le Wellenberg dans le canton de Nidwald. Là encore, les habitants ruèrent dans les brancards en faisant valoir à deux reprises, par voix de référendum, leur opposition au projet d'enfouissement, lequel fût définitivement abandonné.



Droit de référendum bafoué

C'est alors que le Conseil fédéral, en désespoir de cause, comprenant que toute velléité d'entreposage de ces maudits déchets serait vouée à l'échec, contourna la difficulté en déclarant, par le truchement de la nouvelle loi sur l'énergie nucléaire, que le sous-sol suisse appartenait désormais à la Confédération et non plus aux cantons. Plus moyen donc pour les habitants des cantons concernés de s'opposer aux projets d'enfouissement par le biais du référendum cantonal. Il ne reste désormais plus que la lutte citoyenne sur le terrain à mettre dans la balance : seule une opposition bien organisée et farouchement déterminée pourrait détourner la NAGRA de ses funestes projets car il est évident que, pour elle, la non opposition des populations compte autant, sinon plus,

que les propriétés du sous-sol, dans le choix qu'elle va faire.

Réactions des opposants

Rendus perplexes par la prise de position des habitants du Weinland zurichois qui transparaissait dans cet article, nous avons contacté des opposants rencontrés lors de la manifestation à Benken. Aussi surpris que nous par les propos de leurs concitoyens et estimant que l'article en question ne reflétait pas l'opinion majoritaire des populations locales, ils ont aussitôt envoyé des lettres de lecteurs aux journaux concernés (*Tribune* et *24 Heures*), dont nous vous livrons la teneur ci-dessous.

Conclusions hâtives

Jean Laurent et famille, Benken ZH

Nous trouvons que le journaliste a fait la part belle aux partisans du nucléaire. Ni l'opinion d'une famille de paysans ni l'avis d'un cantonnier ne sont représentatifs. Habitant Benken depuis près de trente ans, je peux vous affirmer que la population locale n'est de loin pas acquise au projet de la NAGRA. Le sondage effectué récemment, dans le cadre d'une étude réalisée par les communes concernées, laisse matière à interprétation. Il y a la version officielle, pour ne pas dire celle de la NAGRA, selon laquelle le dépôt des déchets nucléaires est accepté par deux tiers des personnes interrogées. Mais il est également permis d'en déduire que le site projeté ne dit rien qui vaille à 82% des sondés. Ce pourcentage serait encore plus élevé si les communes voisines allemandes – Benken est à quelques kilomètres de l'Allemagne – avaient aussi été consultées. (suite page 11)

Un certain découragement de la population est perceptible après la lutte à armes inégales entre les antinucléaires et la NAGRA. C'est ce qui a peut-être induit votre reporter en erreur.

Le dernier mot n'est pas encore dit !

Käthi Furrer, Dachsenz

Votre article éveille l'impression que les dés sont jetés en ce qui concerne l'entreposage des déchets nucléaires. Ce n'est pas du tout le cas. Il y a bon nombre de personnes et d'organisations en Suisse qui ne sont pas d'accord avec le projet de la NAGRA pour résoudre le problème desdits déchets. Ces citoyennes et citoyens sceptiques ne se trouvent pas seulement dans la région du Weinland (vignoble zurichois) mais aussi dans tout le canton de Zurich, à Schaffhouse tout proche et en l'Allemagne voisine. Le mouvement d'opposition dans le Weinland, *Klar! Schweiz*, défend activement, depuis plus d'une dizaine d'années, les inquiétudes et les intérêts de cette partie croissante de la population. Au vu des questions en suspens relatives à la sécurité du site de dépôt, il est inadmissible que la NAGRA se comporte présentement comme si le site «idéal» avait été déjà trouvé à Benken sur la base des sondages effectués dans ce village. L'opposition combat sur différents fronts. Nous demandons avec insistance que soient effectués des sondages dans d'autres lieux envisageables. En outre, nous ne sommes pas disposés à accepter une «solution» aussi longtemps que l'on n'entrevoit pas de fin à la production de déchets nucléaires. Nous nous défendrons, par tous les moyens légaux, contre l'édification d'un site pour l'entreposage définitif des déchets, où qu'il soit, aussi longtemps qu'on n'apercevra pas l'arrêt de la production d'électricité nucléaire.

Ces prises de position très claires tempèrent l'effet de douche froide qu'avait provoqué sur nous l'article de la *Tribune de Genève*. Que nos amis de Benken soient assurés du soutien inconditionnel de ContrAtom à leur lutte de résistance!

Anne-Cécile Reimann

Contrôle radiologique au CERN: ContrAtom se renseigne

Nous revenons sur la question lancinante de notre pétition concernant la radioactivité au CERN (Centre européen pour la recherche nucléaire). Notre opiniâtreté finira-t-elle par porter ses fruits? Suite au prochain épisode.

Rappelons que cette pétition, déposée en 1997, avait été approuvée par le Grand Conseil à une large majorité le 17 novembre 2000. Elle invitait les autorités genevoises à intervenir pour que soit réalisée, dans les plus brefs délais, une étude indépendante confiée à un organisme reconnu, afin d'établir un état des lieux complet concernant les différents problèmes liés à la radioactivité au CERN et leurs incidences éventuelles sur les travailleurs, la population et l'environnement de la région.

Toujours sans nouvelles du Conseil d'Etat, en mars 2002, notre association adressait au Grand Conseil une lettre lui demandant de rappeler à celui-ci l'existence de la pétition de ContrAtom.

Très lent fonctionnement de notre démocratie

En avril 2004, le Conseil d'Etat transmettait enfin au Grand Conseil son rapport dans lequel il refusait d'appliquer les mesures de contrôle préconisées par ContrAtom, en invoquant la réglementation très stricte en vigueur concernant la radioprotection au CERN et notamment son contrôle par la Confédération. Parallèlement, il informait la population que, par souci de transparence, toutes les données disponibles concernant la radioactivité du CERN seraient accessibles, dès 2004, sur le site Internet de l'Etat de Genève.

Début 2005, constatant que non seulement aucune donnée ne figurait sur ledit site Internet, mais que, malgré notre demande de rendez-vous acceptée, il était impossible de rencontrer le délégué du Conseil d'Etat en matière de radioactivité pour obtenir des informations plus précises motivant ce refus, ContrAtom adressait un courrier à M. Robert Cramer, Conseiller d'Etat responsable du département de l'intérieur. Ce courrier faisait part de notre étonnement quant à la

lenteur, pour ne pas dire la mauvaise volonté, avec laquelle cette affaire continuait à être traitée depuis 7 ans !

Nomination du nouveau délégué

Ayant finalement appris, grâce à un récent communiqué de presse du Conseil d'Etat genevois, la nomination du nouveau délégué du canton en matière de radioprotection en relation avec le CERN, le professeur Osman RATIB, ContrAtom a réitéré sa demande de rendez-vous avec celui-ci.

Afin de l'informer des raisons de notre démarche, nous lui avons adressé, le 14 novembre 2005, une liste non exhaustive de questions que nous voulons aborder lors de ce premier entretien.

Les questions de ContrAtom

- 1) Quelle est la mission confiée par le Conseil d'Etat genevois à son délégué?
- 2) Dans quelle catégorie le site du CERN est-il classé par les autorités de surveillance suisses et françaises?
- 3) Quelles sont les relations entre la Confédération et le canton de Genève concernant les contrôles de radioprotection au CERN?
- 4) Qui détermine les modes de radioprotection et les normes admissibles pour les différentes catégories de personnel, y compris les employés des entreprises de sous-traitance?
- 5) Qui contrôle l'application de ces normes et comment?
- 6) Le démantèlement des installations du LEP (ancien accélérateur de particules) a produit des quantités importantes de matériaux plus ou moins irradiés. Que sont-ils devenus?

Notre rendez-vous avec le professeur Osman RATIB étant maintenant confirmé pour le 22 décembre, nous ne manquerons pas de vous tenir informés de ses réponses à nos questions.

(à suivre...)

Contamination radioactive des aliments: le lobby nucléaire doit revoir sa copie !

Au début de cette année, la CRIIRAD* sonnait l'alarme et lançait une pétition pour des aliments non contaminés. Il s'agissait d'opposer une résistance sérieuse à un dangereux projet de modification des règles du commerce international des denrées alimentaires: **le projet de révision du Codex alimentarius.**

Rappelons que la Commission du Codex est placée sous la double tutelle de l'organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Mais la subordination de l'OMS à l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) apparaît clairement dans ce dossier: ce projet de nouvelle réglementation pour le commerce des aliments contaminés a en effet été élaboré à la demande expresse de l'AIEA et par ses soins! **Si ce texte est adopté, il légalisera l'importation et l'exportation des denrées alimentaires contaminées.** L'autorisation sera délivrée sans limitation de temps et sans avoir à invoquer la survenue d'un accident, sous la seule réserve que le taux de polluants soit inférieur à certains seuils: de 1 Bq/kg (becquerel par kg) pour les produits les plus radiotoxiques comme le plutonium et jusqu'à 10'000 Bq/kg pour les produits supposés les moins dangereux comme le technétium 99 ou le tritium.

Le Comité du Codex sur les Additifs Alimentaires et les Contaminants a tenu, fin avril, à La Haye, sa 37^{ème} session. Figurait à l'ordre du jour de ses travaux l'examen de ce projet de nouvelle réglementation pour le commerce international des aliments contaminés par des radionucléides artificiels.

Il s'agissait d'une étape décisive, la 7^{ème} des 8 étapes que comporte la procédure d'adoption:

- soit le Comité estimait que le consensus était suffisant et le projet était transmis au Comité exécutif puis à la Commission du Codex pour adoption dès juillet 2005 comme norme officielle du Codex.

- soit le Comité estimait que les divergences étaient trop importantes et pouvait décider de retravailler le texte et de le renvoyer, le cas échéant, à l'étape 6 (ce qui impliquait une nouvelle consultation des Etats et organismes internationaux concernés).

Coup de théâtre : le Comité a décidé de renvoyer le projet à l'étape 2 de la procédure !

Les promoteurs du projet devront élaborer un nouveau texte qui devra franchir à nouveau chacune des étapes de la procédure. Etant donné que la Commission du Codex ne se réunit qu'une fois par an, le nouveau projet ne pourra pas être officialisé avant l'été 2006 (étape 5) et l'adoption (étape 8) ne pourra pas intervenir avant 2007.

C'est un véritable camouflet pour l'AIEA qui a initié et élaboré le projet et qui œuvre depuis 3 ans à son adoption.

C'est un immense soulagement et une grande satisfaction pour tous ceux qui ont participé à la campagne pour des aliments non contaminés.

... mais la menace n'a pas disparu !

Nous devons rester lucides : **le projet n'est pas abandonné et le lobby nucléaire va encore jouer un rôle clef dans son élaboration.** Sont en effet chargés de la rédaction du nouveau projet :

1/ l'AIEA, l'agence qui a en charge le développement du nucléaire civil,

2/ la division Euratom de la Commission européenne qui a elle aussi une vocation pro nucléaire.

Par ailleurs, 8 Etats seront étroitement associés aux travaux et, à l'exception de l'Egypte, tous sont des Etats nucléarisés: Suisse, France, Belgique, Royaume-Uni, Allemagne, Finlande et Etats-Unis.

Pour contrebalancer la mainmise du lobby nucléaire sur l'élaboration des normes alimentaires, il va falloir mettre en place un contre-pouvoir efficace à l'échelle européenne et si possible internationale.

L'objectif sera de faire échec aux projets de déréglementation de l'AIEA et d'obtenir, au contraire :

1/ des normes moins laxistes pour la gestion des situations post-accidentelles,

2/ des garanties par rapport aux pollutions alimentaires provoquées par le fonctionnement «normal» des installations nucléaires (fruits de mer contaminés par le plutonium de l'usine de retraitement de Sellafield par exemple),

3/ des protections contre l'ingérence de l'AIEA et la mise sous tutelle de l'OMS.

(Source : CRIIRAD)

*CRIIRAD Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité

www.criirad.org - contact@criirad.org
471 avenue Victor HUGO 26000 VALENCE - France
Tél. : + 33 (0)4 75 41 82 50

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211 Genève 8